

LA LOI DOUBIN - Extrait

LOI n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social.

« Toute personne qui met à la disposition d'une autre personne un nom commercial, une marque ou une enseigne, en exigeant d'elle un engagement d'exclusivité ou de quasi-exclusivité pour l'exercice de son activité, est tenue préalablement à la signature de tout contrat conclu dans l'intérêt commun des deux parties de fournir à l'autre partie un document donnant des informations sincères, qui lui permettent de s'engager en connaissance de cause.

Ce document, dont le contenu est fixé par décret, précise notamment l'ancienneté et l'expérience de l'entreprise, l'état et les perspectives de développement du marché concerné, l'importance du réseau d'exploitants, la durée, les conditions de renouvellement, de résiliation et de cession du contrat ainsi que le champ des exclusivités.

Lorsque le versement d'une somme est exigé préalablement à la signature du contrat mentionné ci-dessus, notamment pour obtenir la réservation d'une zone, les prestations assurées en contrepartie de cette somme sont précisées par écrit, ainsi que les obligations réciproques des parties en cas de délit.

Le document prévu au premier alinéa ainsi que le projet de contrat sont communiqués vingt jours au minimum avant la signature du contrat ou, le cas échéant, avant le versement de la somme mentionnée à l'alinéa précédent ».

DÉCRET n°97-337 du 4 avril 1991 portant application de la loi n°89-1008 du 31 décembre 1989

- Extrait du décret -

Article 1. - Le document prévu au premier alinéa de l'article 1, de la loi du 31 décembre doit contenir les informations suivantes :

1 – L'adresse du siège de l'entreprise et la nature de ses activités avec l'indication de sa forme juridique et de l'identité du chef d'entreprise s'il s'agit d'une personne physique ou des dirigeants s'il s'agit d'une personne morale ; le cas échéant, le montant du capital ;

2 - Le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou le numéro d'inscription au répertoire des métiers et, dans le cas où la marque qui doit faire l'objet du contrat a été acquise à la suite d'une cession ou d'une licence, la date et le numéroté de l'inscription correspondante au registre national des marques avec, pour les contrats de licence, l'indication de la durée pour laquelle la licence a été consentie ;

3 - La ou les domiciliations bancaires de l'entreprise. Cette information peut être limitée aux cinq principales domiciliations bancaires ;

4 - La date de la création de l'entreprise avec un rappel des principales étapes de son évolution, celle du réseau d'exploitants, s'il y a lieu, ainsi que toutes indications permettant d'apprécier l'expérience professionnelle acquise par l'exploitant ou par les dirigeants.

Les informations mentionnées à l'alinéa précédent peuvent ne porter que sur les cinq dernières précédant celle de la remise du document. Elles doivent être complétées par une présentation de l'état général et local du marché des produits ou services devant faire l'objet du contrat et des perspectives de développement de ce marché.

Doivent être annexés à cette partie du document les comptes annuels des deux derniers exercices ou, pour les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne, les rapports établis au titre des deux derniers exercices en application du troisième alinéa de l'article 341-1 de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ;

5 – Une présentation du réseau d'exploitants qui doit comporter :

A - La liste des entreprises qui en font partie, avec l'indication pour chacune d'elles du mode d'exploitation convenu ;

B - L'adresse des entreprises établies en France avec lesquelles la personne qui propose le contrat est liée par des contrats de même nature que celui dont la conclusion est envisagée : la date de conclusion ou de renouvellement de ces contrats est précisée ;

Lorsque le réseau compte plus de cinquante exploitants, les informations mentionnées à l'alinéa précédent ne sont exigées que pour les cinquante entreprises les plus proches du lieu de l'exploitation envisagée :

C – le nombre d'entreprises qui, étant liées au réseau par des contrats de même nature que celui dont la conclusion est envisagée, ont cessé de faire partie du réseau au cours de l'année précédant celle de la délivrance du document. Le document doit préciser si le contrat est venu à expiration ou s'il a été résilié ou annulé :

D – S'il y a lieu, la présence, dans la zone d'activité de l'implantation prévue par le contrat proposé, de tout établissement dans lequel sont offerts avec l'accord exprès de la personne qui propose le contrat, les produits ou services faisant l'objet de celui-ci ;

6 - L'indication de la durée du contrat proposé, des conditions de renouvellement, de résiliation et de cession ainsi que le champ des exclusivités.

Le document doit, en outre, préciser la nature et le montant des dépenses et investissements spécifiques à l'enseigne ou à la marque que la personne destinataire du projet de contrat devra engager avant de commencer l'exploitation.

Article 2. - : Sera punie des peines d'amendes prévues pour les contraventions de la 5^e classe toute personne qui met à la disposition d'une autre personne un nom commercial, une marque ou une enseigne en exigeant d'elle un engagement d'exclusivité ou de quasi-exclusivité pour l'exercice de son activité sans lui avoir communiqué, vingt jours au moins avant la signature du contrat, le document d'information et le projet de contrat mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1989 susvisée.

En cas de récidive, les peines d'amendes prévues pour la récidive des contraventions de la 5^e classe sont applicables.

Le garde des sceaux, ministre de la justice, le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire et le ministre délégué au commerce et à l'artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République française.

ARRETE DU 21 février 1991 relatif à l'information du consommateur dans le secteur de la franchise

- Extrait de l'arrêté -

Article 1 – Toute personne vendant des produits ou fournissant des services, liée par un accord de franchise à un franchiseur, doit informer le consommateur de sa qualité d'entreprise indépendante, de manière lisible et visible, sur l'ensemble des documents d'information, notamment de nature publicitaire, ainsi qu'à l'intérieur et à l'extérieur du lieu de vente.

Article 2 – Ces dispositions seront applicables six mois après la publication du présent arrêté au Journal Officiel de la République française.

Legge n° 89-1008 del 31 dicembre 1989 relativa allo sviluppo delle imprese commerciali ed artigianali ed al miglioramento del loro ambiente economico, giuridico e sociale.

"Ogni persona che mette a disposizione di un'altra persona un nome commerciale, un marchio od un'insegna, esigendo da questa un accordo di esclusività o di quasi-esclusività per l'esercizio della sua attività, è tenuta, prima della firma di qualsiasi contratto concluso nell'interesse comune delle due parti, a fornire all'altra controparte un chiaro prospetto informativo che gli permette di impegnarsi in cognizione di causa.

Questo prospetto, il cui contenuto è fissato per legge, precisa in particolare l'età e l'esperienza dell'impresa, lo stato e le prospettive di sviluppo del mercato in oggetto, l'importanza della rete di affiliati, la durata, le condizioni di rinnovamento, di scissione e di cessione del contratto nonché le condizioni di esclusività.

Quando il versamento di una somma di denaro è richiesto anticipatamente alla firma del contratto sopra descritto, al fine di ottenere in particolare l'esclusività per una zona, le prestazioni assicurate in contropartita a questa somma sono precisate per iscritto, come anche le obbligazioni reciproche delle parti in caso di illecito.

Il documento previsto al primo comma, così come il progetto di contratto, sono comunicati almeno venti giorni prima della firma del contratto o, all'occorrenza, prima del versamento della somma sopra menzionata"

Decreto n° 97-337 del 4 aprile 1991 in applicazione della legge n° 89-1008 del 31 dicembre 1989

- Estratto del Decreto -

Articolo 1. - : Il documento previsto al primo comma dell'articolo I della legge del 31 dicembre deve contenere le seguenti informazioni:

1 - L'indirizzo della sede dell'impresa e la natura delle sue attività con l'indicazione della forma giuridica e dell'identità del capo dell'impresa nel caso di una persona fisica, dei dirigenti nel caso di una persona giuridica; all'occorrenza, l'importo del capitale sottoscritto;

2 - Il numero di registrazione al "Registre du Commerce et des Sociétés" (registro delle imprese) o il numero d'iscrizione al "Répertoire des Métiers" (Albo dei Mestieri) e, nel caso in cui il marchio oggetto del contratto sia stato acquisito in seguito ad una cessione o ad una licenza, la data e l'iscrizione al registro nazionale dei marchi con l'indicazione, per i contratti di licenza, della durata per la quale la licenza è stata consentita;

3 - La o le coordinate bancarie dell'impresa. Questa informazione può essere limitata alle prime cinque coordinate bancarie;

4 - La data di costituzione dell'impresa, con una particolare menzione alle fasi principali del suo sviluppo, ed un prospetto illustrativo con tutte le informazioni utili alla valutazione dell'esperienza professionale dell'affiliante o dei dirigenti;

Le informazioni menzionate al comma precedente possono riferirsi esclusivamente alle ultime cinque precedenti la consegna del documento. Queste devono essere integrate da una presentazione dello stato generale e locale del mercato dei prodotti o servizi oggetto del contratto e delle prospettive di sviluppo di questo mercato.

Devono essere allegati a questa sezione del documento anche i bilanci degli ultimi due esercizi o, per le società che fanno appello al mercato dei capitali, i rapporti stabiliti negli ultimi due esercizi in applicazione del terzo comma dell'articolo 341-1 della legge n° 66-537 del 24 luglio 1966 sulle società commerciali.

5 - Una presentazione della rete degli affiliati comprendente:

A - L'elenco delle imprese che ne fanno parte, con l'indicazione per ciascuna di esse del sistema gestionale convenuto.

B - Gli indirizzi delle imprese stabilite in Francia con le quali il soggetto proponente il contratto è legato da altri contratti della stessa natura di quello la cui conclusione è prevista: la data di conclusione o di rinnovo di questi contratti è fissata con precisione.

Se la rete conta più di cinquanta affiliati, le informazioni menzionate nel comma precedente sono richieste solamente per le 50 imprese più vicine al luogo della futura affiliazione.

C - Il numero delle imprese che, essendo legate alla rete con uno dei contratti della stessa natura di quello la cui conclusione è prevista, hanno cessato di far parte della rete nel corso dell'anno precedente a quello del rilascio del documento in questione, con la precisazione se il contratto è venuto a scadenza o se è stato risolto o annullato:

D - All'occorrenza, la presenza, nella zona d'attività dell'impianto previsto del contratto proposto, di ogni locale in cui i prodotti o servizi oggetto del contratto sono offerti con l'accordo esplicito della persona che propone il contratto.

6 - L'indicazione della durata del contratto proposto, delle condizioni di rinnovo, di risoluzione e di cessione, nonché l'ambito di esclusività.

Il prospetto deve, inoltre, precisare la natura e l'ammontare delle spese e degli investimenti che si riferiscono all'insegna o al marchio che l'affiliato deve impegnare prima di iniziare l'attività.

Articolo 2. - : È prevista una pena pecuniaria a chiunque metta a disposizione di un'altra persona un nome commerciale, un marchio od un'insegna, esigendo da questa un accordo di esclusività o di quasi-esclusività per l'esercizio della sua attività, senza avergli comunicato, almeno venti giorni prima della firma del contratto, il documento informativo e la bozza di contratto menzionati nel articolo 1 della legge del 31 dicembre 1989 sopraccitata.

In caso di recidività, sono applicabili le pene previste per i reati della 5a classe.

- Estratto dell'ordinanza -

Articolo 1 - Ogni persona che vende prodotti o fornisce servizi, legata con un accordo di franchising ad un franchisor, deve informare il consumatore dell'indipendenza della sua impresa, in modo leggibile e visibile, sull'insieme dei documenti di informazione, soprattutto di natura pubblicitaria, nonché all'interno ed all'esterno del luogo di vendita.